Élections législatives de mars 1993.
Département des Yvelines. 8ème circonscription.

Parti des Travailleurs

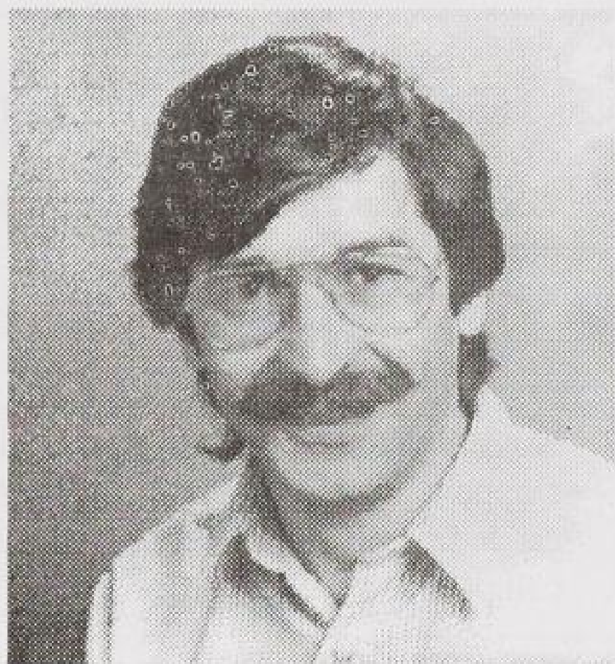
Il existe une issue.

De tous côtés, on voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas d'autre alternative que celle-ci :
- soit le retour de la droite, dont les travailleurs savent depuis toujours qu'elle est au service des capitalistes et des banquiers,
- soit le maintien d'une fausse gauche qui pratique depuis 10 ans une politique de droite,
avec, dans tous les cas, des écologistes qui font déjà des offres de service.

Le parti des travailleurs a été constitué en novembre1991 à partir du MPPT (Mouvement Pour un Parti des Travailleurs) qui existait depuis 1984. Il regroupe des militants de différents courants qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie : Internationalistes, anarcho-syndicalistes, ex-socialistes, ex-communistes.

L'issue à la grave crise que traverse le pays peut-elle venir de ces élections ?

Non ! Car il ne peut sortir rien de bon d'un Parlement que les institutions de la Vème République réduisent à n'être qu'une chambre d'enregistrement des mesures, lois, décrets dictés par un exécutif qui dispose de toutes les «astuces» pour imposer sa politique antipopulaire. Ainsi, depuis 1988, 277 testes ont été adoptés par le biais du 49ter ou grâce à l'abstention bienveillante tantôt du P.C.F., tantôt des centristes.
L'issue réside dans **l'unité** de millions d'ouvriers, de paysans, de jeunes, de chômeurs, de petits commerçants ou artisans qui sont **tous** victimes d'une politique qui ne profite qu'à une poignée de spéculateurs qui entraînent le monde entier au chaos économique, aux guerres et à la misère.
L'issue réside dans **l'unification** des grèves et des manifestations qui se multiplient contre les licenciements, les fermetures de classes, la remise en cause du droit à la santé et à la retraite, la politique agricole commune.
Telles sont les raisons qui ont amené le Parti des Travailleurs à proposer des candidatures ouvrières uniques dans toutes les circonscriptions, pour aider à la réalisation de l'**unité**, pour le «**tous ensemble**».
Dans la région mantaise, le Parti des Travailleurs présente :



Maurice MARTIN, 45 ans, professeur au lycée Saint Exupéry.
Redouan AMMOUR, 29 ans, ouvrier dans l'automobile, suppléant.

Quel est notre mandat ?

La lutte contre le chômage

36 000 emplois ont été supprimés en 15 ans dans la vallée de la Seine. Ceci au nom d'une logique de «rentabilité» qui aboutit à dégager des capitaux utilisés à 88% dans la spéculation boursière. Ainsi 150 milliards de F viennent d'être engloutis en quelques jours pour «défendre le Franc» !
Nous opposons une autre logique : celle des ouvriers, des paysans, des employés pour qui disposer d'un véritable emploi correctement rétribué est la condition d'une existence décente et digne.
En 1981, M. Schreiner, député sortanf P.S., affirmait que sa priorité était *«le plein emploi pour tous»* et il promettait de *«mettre fin au scandale du travail intérimaire»*.
Le résultat est connu : 3 millions de chômeurs, 5 millions de jeunes en travail précaire !
Notre région a subi un véritable effondrement social qui est la cause première du «malaise des banlieues» et qui pousse les jeunes au désespoir. En particulier, les jeunes issus de l'immigration qui sont désignés comme «boucs émissaires» et qui sont, comme les jeunes travailleurs français, les premières victimes du chômage.

Toutes les enquêtes «sociologiques», tous les gadgets des Ministres de la ville n'y changeront rien. Nous affirmons que travailleurs français et immigrés constituent une seule classe ouvrière.

Nous proposons : l'interdiction des licenciements (Renault, Sulzer, Solex, ...), la suppression de toutes les formes de travail précaire, la confiscation des capitaux spéculatifs pour les affecter à la production industrielle et à la défense des services publics.

La défense de l'école publique et de la laïcité

En 1983, M. Schreiner signait l'engagement de faire abroger les lois anti-laïques qui détournent des milliards de F de fonds publics vers l'enseignement privé.
En 1992, il vient de voter l'accord Lang-Cloupet qui livre 1,8 milliards de F à l'enseignement confessionnel, alors que l'on refuse aux enseignants du mantois la satisfaction intégrale de leurs revendications formulées dans les grèves de l'hiver dernier.

Nous réaffirmons le principe républicain traditionnel : «Fonds publics aux écoles publiques, Fonds privés aux écoles privées». Respect scrupuleux de la laïcité. Rappel que la mission de l'école est **l'instruction des enfants** (et non «la garderie») quelle que soit leur origine sociale ou ethnique.

La défense des acquis sociaux

Le gouvernement sortant ose axer sa campagne sur «la défense des acquis sociaux» menacés par un éventuel retour de la droite.
Mais, qui menace les retraites ? qui a imposé une logique de rentabilité au domaine de la santé, aboutissant aux catastrophes que l'on sait ? qui a exonéré de 35 milliards de F les charges sociales du patronat, mettant en péril la Sécurité Sociale ? qui a jeté à la rue des milliers de ‘‘sans domicile fixe» dont on fait semblant de découvrir l'existence à la première vague de froid ? qui rétablit le travail de nuit des femmes au nom des accords de Maastricht ?

Défendre les acquis sociaux, c'est affirmer :
- Abrogation de la loi Teulade et du budget global des hôpitaux.
- Défense de la Sécurité Sociale et des retraites.
- Défense du droit au logement. Construction de logements sociaux de qualité? Interdiction des expulsions des familles sans ressources.

La démocratie

Nous avons dit plus haut que la nature même des institutions anti démocratiques de la Vème République s'oppose aux changements souhaités par les travailleurs, empêche l'Assemblée nationale de jouer son rôle qui est de **faire la loi**, conformément au mandat confié par le peuple aux élus et sur lequel ils doivent rendre des comptes.

Nous nous prononçons pour la constitution d'un gouvernement capable d'abroger les institutions de la Vème République, un gouvernement qui soit l'émanation de la volonté du peuple et dont la légitimité repose sur les décisions d'une Assemblée constituante souveraine.

Le 21 mars, votez pour Maurice MARTIN et Redouan AMMOUR, candidats du Parti des Travailleurs

Le 20 juin 1993, le Parti des Travailleurs appelle à un rassemblement international au Zénith à Paris, contre les plans de privatisation et d'exploitation des peuples du tiers-monde organisés par le Fonds Monétaire International, contre les interventions militaires engagées contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom de «l'ingérence humanitaire».
Soutenez, participez à ce rassemblement.

Vu, le candidat

infotec 2000 Paris